



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie commercialement par :

Mme. Kristina PAUNAC

Service des Marchés et Achats

01.69.08.54.20 / kristina.paunac@cea.fr

REALISATION D'UN PIEZOMETRE SUR LE SITE CEA
SACLAY

Référence : Projet de marché n° B25-02871

Affaire suivie techniquement par :

M. Alexandre MANNELLO

P-SAC/DSPS/SPRE

01.69.08.40.54 / alexandre.mannello@cea.fr

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par Monsieur Guy-Marc DECROIX, en qualité de Chef du DSPS,

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

Ou si groupement

- La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de
- La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS

constituées en un groupement momentané d'entreprises solidaires, dont le mandataire est la société xxxxxxxx,

ci-après dénommée « le Titulaire »,

,Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex



SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION.....	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	6
ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	7
ARTICLE 6 - REMISE DE LIVRABLES.....	9
ARTICLE 7 - DELAIS D'EXECUTION	11
ARTICLE 8 - REUNIONS	11
ARTICLE 9 - INTERLOCUTEURS	13
ARTICLE 10 - QUALITE	14
ARTICLE 11 - ARRETS DE CHANTIER	14
ARTICLE 12 - REALISATION DES TRAVAUX.....	16
ARTICLE 13 - ESSAIS SUR SITE.....	17
ARTICLE 14 - LIVRAISON	17
ARTICLE 15 - RECEPTION	17
ARTICLE 16 - GARANTIE	18
ARTICLE 17 - MONTANT.....	18
ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	19
ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE	20
ARTICLE 20 - PENALITES.....	21
ANNEXE 1- PERSONNEL DU TITULAIRE	23
ANNEXE 2 – MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE).....	32



ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de travaux de foration et de mise en place d'un piézomètre fonctionnel F67 Bis sur le site CEA de Saclay.

Les travaux sont à réaliser dans l'enceinte de l'Installation Nucléaire de Base N° 35 (INB 35), à proximité du bâtiment 387D.

1.2 Les prestations nécessitent que le Titulaire dispose notamment des habilitations techniques figurant dans les Spécifications Techniques et les maintienne en vigueur pendant toute la durée du marché. Cette obligation constitue une condition requise au sens de l'article 39.4 des CGA.

1.3 Unité bénéficiaire

La prestation est effectuée pour le compte de la Direction du centre Paris/Saclay (PSAC) Département Sécurité Protection Santé (DSPS), Service de Protection contre les Rayonnements et de surveillance de l'Environnement (SPRE) Section de Contrôle Radiologique et de l'Environnement (SCRE) implantée au CEA/Saclay (CEA/SAC).

1.4 Régime de sécurité du chantier

Les travaux à réaliser sont situés à proximité du bâtiment 387D sur le site du CEA/Paris-Saclay établissement de Saclay (91). Le chantier se déroule dans le respect des prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure dans le cas de chantiers non clos et indépendants nécessitant l'élaboration d'un plan de prévention (décret n°92-158 du 20/02/1992).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les questions complémentaires du CEA sur la candidature/l'offre du Titulaire réf XXXXXXXX du XXXXXX
- le dossier de consultation du CEA référencé DG/P-SAC/SMA/ B25-02871, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - le relevé de questions réponses avant remise des offres réf XXXXX du XXXX



- les Spécifications Techniques constituées des pièces suivantes :
 - le cahier des charges référencé CEA-P-SAC-SPRE-DIR-SAC-SP-017 de juin 2025,
- le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Saclay,
- la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
- la consigne à l'attention des entreprises extérieures référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 indice B de juillet 2021 et intitulée « Evacuations des déchets conventionnels gérées en direct par les installations et pénalités applicables en cas de non-respect des consignes »,
- la circulaire DPSN n°13 relative aux Modalités de gestion des équipements de protection des voies respiratoires sur les centres CEA
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021 ;
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée
incluant notamment la réponse en terme d'analyse environnementale du
et les réponses aux questions complémentaires
référence XXXX du XXX

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION

Les prestations se déclinent en une partie forfaitaire et une partie rémunérée sur devis préalable.

3.1 Partie forfaitaire :

Les prestations de la partie forfaitaire se déclinent comme suit :

- L'amenée de l'atelier de forage,
- la mise en station de l'atelier de forage,
- l'inspection télévisuelle du forage,
- la mise en place du nouveau piézomètre ou la remise en fonction du piézomètre défaillant
- le nettoyage et la remise en état du chantier,
- les essais de pompes réglementaires, la remise du Rapport de Fin d'Intervention (RFI).

3.2 Prestations sur devis préalables

Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé à l'article « Montant » du présent marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification ou l'ajout de travaux supplémentaires.

Les prestations sur devis préalables portent exclusivement sur des modifications ou des travaux supplémentaires non couverts par les Spécifications Techniques, nécessaires à la bonne réalisation du marché et directement liés à l'exécution de ce dernier, que le CEA se réserve le droit de faire effectuer par le Titulaire.

Pour ces travaux, le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire qui fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 5 (cinq) jours ouvrés, faisant apparaître une décomposition de son montant sur les bases suivantes :

- des prix contractuels de l'offre du Titulaire, remis lors de sa soumission,
- ou, à défaut, de prix nouveaux, pour des natures de prestations/travaux non chiffrés à l'offre, décomposés comme suit :
 - o le nombre d'heures d'intervention par qualification, les taux horaires (conformes aux dispositions de l'article « Montant » du marché),
 - o la part approvisionnement et, le cas échéant, le coefficient de peines & soins associé, accompagné des justificatifs correspondants,
 - o la part sous-traitance et, le cas échéant, le coefficient de peines & soins associé, accompagné des justificatifs correspondants,

Ce devis comprendra également un descriptif des prestations à réaliser et un calendrier de réalisation.

Chaque devis fait l'objet d'une instruction et si nécessaire de négociations, jusqu'à sa validation par le CEA. Une fois acceptés par le CEA, les devis ont un caractère ferme et forfaitaire.

Les devis présentés par le Titulaire sont réputés tenir compte de tous les impacts des modifications concernées, afin de permettre au CEA de prendre des décisions au vu de l'ensemble des conséquences sur le marché.

Le Titulaire n'engage aucun travail modificatif sans avoir reçu l'accord préalable et écrit du CEA sur le devis, formalisé par une fiche de modification sur devis préalables (FDMDP) signée par le CEA, dont le modèle figure en annexe du marché. Le CEA ne sera redevable d'aucune somme au titre d'éventuels travaux ou prestations complémentaires qui n'auraient pas fait l'objet d'une FDMDP signée par le CEA.

Le Titulaire s'engage à prendre en compte les moins-values résultant des prestations retirées du périmètre du marché. Dans ce cas ces moins-values feront également l'objet d'une fiche de modification (FDMDP) distincte détaillant le montant sur la base des prix contractuels de l'offre du Titulaire visée à l'article 2 supra.



Chaque FDMDP est prise en compte financièrement soit au titre de la part estimative, dans la limite du montant plafond correspondant, soit par la conclusion d'un avenant au marché établi au plus tard à l'échéance du marché. L'avenant regroupe une série de FDMDP le cas échéant. Ce choix est soit mentionné sur la FDMDP, soit décidé ultérieurement et notifié dans un compte rendu de réunion. Les prestations supplémentaires nécessitant une contractualisation par voie d'avenant ne pourront être facturées par le Titulaire qu'après signature de cet avenant par les Parties.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 *Obligation de résultat*

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

4.1.2 *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.1.3 *Moyens et/ou matériels mis en œuvre par le Titulaire*

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel et les moyens nécessaires à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels ou des moyens appartenant au CEA étaient mis à disposition du Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA.



4.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- que, conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, il a effectué les vérifications préalables, notamment sur les indications des plans et descriptifs remis par le CEA, a relevé sur place le cas échéant, ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis. Il a correctement identifié les éventuelles contraintes ou nuisances et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux travaux.

Le Titulaire ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa prestation les prestations nécessaires au bon accomplissement du marché.

Il devra de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des travaux avec les tiers contractants du CEA et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution de sa mission.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

4.3 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

5.1 Conformité aux normes

Le matériel devra être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France. Il présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément du matériel sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs au matériel fourni ou élément du matériel fourni.

5.2 Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art, aux prescriptions des normes NF en vigueur et des Documents Techniques Unifiés (DTU).

5.3 Horaires d'intervention

Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 sur le site de Saclay du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 mai,
- vendredi 9 mai,
- vendredi 30 mai,
- lundi 11 août au jeudi 14 août,
- mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Les jours de fermeture pour les années suivantes seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

Le Titulaire intervient de manière nominale pendant les horaires de travail du personnel CEA soit de 8 h 30 à 17 h10 du lundi au vendredi. Si le CEA en fait la demande ou si le Titulaire souhaite réaliser sa prestation en dehors de ces horaires de travail, ou sur un jour programmé de fermeture du CEA, tout en restant dans la plage horaire d'ouverture, il doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA. Dans tous les cas, les horaires d'intervention sont définis et mentionnés au plan de prévention.

Si exceptionnellement un travail doit être effectué ou se prolonger en dehors des horaires convenus, le responsable du Titulaire doit à nouveau obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA.

5.4 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire intervenant sur les sites du CEA Paris Saclay sont décrites en annexe 1 au présent marché.

5.5 Clause environnementale

Pour évacuer les déchets conventionnels, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions mentionnées dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 visée à l'article 2 du marché.

Le Titulaire s'engage à privilégier des outils, matériaux, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteurs en CO₂ et à fournir et suivre le bilan des émissions de gaz à effet de serre générées par les travaux.

A ce titre, les objectifs environnementaux sont déclinés comme suit :

- limiter les risques et les nuisances engendrés par les travaux et choisir des matériels et outils réduisant au maximum les nuisances sonores et l'empoussièrement dans les locaux ;
- limiter les risques de pollution de proximité en substituant, autant que faire se peut, des produits dangereux et/ou nocifs pour l'environnement par d'autres produits équivalents moins nocifs ;
- limiter la quantité de déchets produits et mettre en place des opérations de tri, conditionnement et évacuation conformes aux dispositions des Spécifications Techniques ;
- afin de réduire l'émission de GES durant l'exécution des prestations, optimiser le chargement des camions, les déplacements et utiliser des moyens de transports faiblement émetteurs en CO₂ ;
- En matière d'approvisionnement, privilégier le choix de fournitures ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale, intégrant des matériaux recyclés ou performants d'un point de vue environnemental.

5.6 Clause sociale

Afin d'assurer la sécurité et protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent au cours de l'exécution des travaux, le Titulaire doit mettre en œuvre des mesures de prévention des risques qui doivent comprendre les actions de prévention, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. Le Titulaire est de plus tenu de se conformer aux dispositions prévues en termes d'hygiène et de sécurité prévues dans les documents mentionnés à l'article 2.

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

ARTICLE 6 - REMISE DE LIVRABLES

6.1 Livrables à remettre

Outre les livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques du CEA, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables listés ci-après.

6.1.1 Avant les travaux

Le Titulaire s'engage à fournir :

- un planning prévisionnel détaillé des travaux et le calendrier des réunions d'avancement et techniques,
- les besoins en fluides (eau, électricité...),

- la justification de la nature des massifs filtrants et des crépines,
- un Plan Assurance Qualité Particulier (PAQp) pour la réalisation du marché,
- le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
- l'ensemble des documents relatifs à l'organisation du chantier (modes opératoires applicables, analyse de risques...).

6.1.2 *En cours de travaux*

Le Titulaire s'engage à mettre à jour, à une fréquence hebdomadaire, le planning de ses travaux.

6.1.3 *A la fin des travaux*

Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remettra au CEA, en 2 exemplaires, un rapport final d'intervention (RFI) décrivant la nature des travaux, les moyens employés (matériel, personnel), la durée et les résultats atteints conformément au paragraphe 2.7 du cahier des charges.

6.2 **Validation et support des livrables**

Les modalités de validation des livrables sont décrites à l'article 22.1 des CGA.

Les livrables, formalisés par l'apposition du tampon VSO (Vu Sans Observation), seront remis en 2 exemplaires papiers et un format numérique au CEA pour validation.

Le Titulaire prévoit à ses frais et risques la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 20 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables validés seront remis au CEA sous la forme de 2 tirages sur support papier et d'un exemplaire numérique.



6.3 Format des documents

Tous les dossiers remis par le Titulaire seront conformes aux spécifications de la charte graphique DAO référencée DRF/SAC/UST/S2P/SP/10 disponible sur simple demande. Ils seront réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft office,
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS pour les documents de type planning,
- AUTOCAD pour les documents dessinés,
- Inspection télévisuelle ouvrable avec les logiciels de type VLC.

6.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 7 - DELAIS D'EXECUTION

T0 étant la date de signature du présent marché par les parties, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après :

- | | |
|---|-------------------------|
| - Réunion d'enclenchement | T0 + XX semaines, |
| - Remise des documents en vue d'établir le plan de prévention | T0 + XX semaines, |
| - Remise des livrables préalables aux travaux | T0 + XX semaines, |
| - Début des travaux | T0 + XX semaines (=T1) |
| - Achèvement des travaux | T1 + XX semaines (=T2), |
| - Remise du RFI | T2+ 3 semaines (=T3), |
| - Réception et Réunion de clôture | T3 + 6 semaines. |

En cas de réserves au moment de la réception des travaux, le Titulaire se conforme au délai de levée de réserves qui sera indiqué sur le PV de réception ou à défaut respectera un délai de 1 mois maximum à compter de la date de réception.

ARTICLE 8 - REUNIONS

8.1 Inspection Commune Préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.



Le cas échéant cette réunion servira à élaborer un Plan de Prévention.

Cette réunion sera organisée 5 jours avant le début d'exécution des travaux.

Le Titulaire et ses éventuels sous-traitants y devront participer et signer le plan de prévention. Ce plan devra être scrupuleusement respecté par tous les intervenants.

8.2 Réunion d'enclenchement

Une réunion de démarrage sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay dans les délais mentionnés à l'article « Délais d'exécution ».

Lors de cette réunion, le Titulaire devra notamment proposer un planning détaillé (réunions, points d'arrêt, etc.) qu'il juge nécessaires pour suivre la bonne exécution du marché. Ce planning, devra être accepté par le CEA avant tout commencement des prestations et devra respecter les délais mentionnés à l'article « Délais d'exécution ».

Durant cette réunion, les parties procèderont à la rédaction d'un plan de prévention, et à un examen des besoins en fluides, de la documentation et des justifications de la nature des massifs filtrants et des crépines.

C'est également lors de cette réunion que les parties détermineront le calendrier des réunions d'avancement et techniques.

8.3 Réunions d'avancement/Réunions techniques

Pour suivre l'exécution du marché, les parties tiendront des réunions dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord pendant la réunion d'enclenchement.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement des prestations (étude et travaux),
- écarts par rapport aux Spécifications Techniques,
- examen des problèmes rencontrés,
- suivi des consignes sécurité,
- bilan des indicateurs et/ou des actions dans le domaine social et environnemental.

8.4 Réunion de clôture

Une réunion de clôture sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay après la réalisation du piézomètre et la remise du RFI.



8.5 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

8.6 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour approbation et acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

ARTICLE 9 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

CEA (maitre d'ouvrage)			
M. Alexandre MANNELLO	Responsable Technique	01.69.08.40.54	alexandre.mannello@cea.fr
Mme. Kristina PAUNAC	Responsable Commercial	01.69.08.54.20	kristina.paunac@cea.fr
Titulaire du présent marché			
M. XXXXXX	Responsable Technique	01.XXXXXXX	xxx@xxx.fr
M. XXXXXX	Responsable Commercial	01.XXXXXXX	xxx@xxx.fr
M. XXXXXX	Responsable Sécurité	01.XXXXXXX	xxx@xxx.fr

Le rôle et les missions du Responsable Sécurité sont définis à l'article 13.5 des CGA.

Le responsable technique et le Responsable Sécurité du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où le responsable technique du Titulaire, le Responsable Sécurité ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.



ARTICLE 10 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001, ISO 14001. Il établira un Plan d'Assurance Qualité particulier (PAQp) relatif à la prestation.

Les prestations étant concernées par l'Arrêté « INB » du 7 février 2012 fixant les règles générales relatives aux Installations Nucléaires de Base, le Titulaire met en place un système de management de la Qualité permettant de satisfaire les exigences de cet arrêté.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 11 - ARRETS DE CHANTIER

11.1 Principes généraux

11.1.1 Généralités

Est désignée comme « Arrêt de chantier » toute interruption de chantier :

- du fait du CEA,
- strictement supérieure à une demi-journée,
- et ayant fait l'objet d'une notification par le CEA.

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les Arrêts de chantier susceptibles d'affecter les prestations effectuées par le Titulaire. Ils font l'objet d'un Procès-Verbal de notification contradictoire avant l'arrêt, ainsi qu'à la reprise.

Tout Arrêt de chantier entraînera la prolongation du délai contractuel pour les durées correspondantes.

11.1.2 Nature de l'arrêt de chantier

Les arrêts de chantier sont soit programmés, soit inopinés.

Un arrêt de chantier programmé est un arrêt pour lequel le CEA a notifié le Titulaire avec un délai de prévenance d'au moins 3 jours ouvrés.

Un arrêt de chantier inopiné est un arrêt pour lequel le CEA a notifié le Titulaire avec un délai de prévenance strictement inférieur à 3 jours ouvrés.

11.1.3 Exclusions

Sont exclues du champ d'application du présent article :

- toutes les interruptions de chantier du fait du Titulaire et trouvant leur origine, même partiellement dans le non-respect par le Titulaire du marché et de l'ensemble de ses documents applicables.
- les jours de fermeture du CEA mentionnés à l'article « horaires d'intervention » et les périodes d'arrêt définies dans les Spécifications Techniques et/ou dans le planning de réalisation des prestations accepté par le Titulaire.

11.2 Indemnisation des Arrêts de chantier

11.2.1 Périmètre

Qu'ils soient programmés ou inopinés, et en l'absence de précision lors de la notification par le CEA, les Arrêts de chantier sont considérés comme étant des Arrêts de chantier avec immobilisation du matériel.

A contrario, le repli du matériel est expressément spécifié par le CEA dans la notification de l'Arrêt de chantier ou au cours de l'arrêt de chantier.

Tout arrêt de chantier ouvre droit à une demande d'indemnité par le Titulaire qui fera apparaître selon les modalités fixées dans le tableau suivant :

- les frais de main-d'œuvre,
- les éventuels frais d'immobilisation du matériel loué et présent sur site pour la réalisation des travaux,
- les frais relatifs à la démobilisation et la remobilisation en cas de repli demandé par le CEA.

Après examen, le CEA informe le Titulaire des frais qu'il accepte de rémunérer au titre d'un arrêt de chantier par courrier simple.

11.2.2 Modalités d'indemnisation et de reprise

Les modalités de prise en charge des frais liés aux Arrêts de chantier sont spécifiées dans le tableau ci-dessous :

	Arrêt de chantier Programmé	Arrêt de chantier inopiné
Frais de main d'œuvre	Non indemnisable	Indemnisation jusqu'à 3 jours maximum selon la durée de l'arrêt. En fonction des personnels identifiés sur le chantier le jour de l'arrêt.

		Calcul selon les taux par qualification définis à l'article montant du marché et/ou sur présentation de justificatifs.
Location de matériel présent sur le chantier et loué par le Titulaire		Sur présentation des factures de location pour la durée d'arrêt et selon le relevé contradictoire des matériels
Démobilisation / remobilisation		Sur présentation de justificatifs
Reprise des travaux	Arrêt de chantier sans repli	<p>A défaut d'accord préalable entre les Parties, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution des travaux interrompus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour un arrêt inférieur ou égal à 7 jours calendaires = au plus tard 5 jours calendaires après notification du CEA de la reprise des travaux, - Pour un arrêt strictement supérieur à 7 jours calendaires = au plus tard 7 jours calendaires après notification du CEA de la reprise des travaux, <p>En cas de non-respect de ce délai, le Titulaire encourt des pénalités fixées à l'article « Pénalités ».</p>
	Arrêt de de chantier avec repli	<p>A défaut d'accord préalable entre les Parties le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution du chantier au plus tard 14 jours calendaires après notification par le CEA de la fin de l'Arrêt de chantier.</p> <p>En cas de non-respect de ce délai, le Titulaire encourt des pénalités fixées à l'article « Pénalités ».</p>

ARTICLE 12 - REALISATION DES TRAVAUX

Les travaux s'effectuent à proximité du bâtiment 387D sur le site du CEA de Saclay.

L'installation et le montage des fournitures dans les locaux du CEA sont à la charge pleine et entière du Titulaire et doit s'effectuer conformément aux dispositions de l'article 32.2 des CGA.

Avant le début des travaux de montage sur site, le personnel du Titulaire doit se présenter auprès du Chef d'installation afin d'obtenir son autorisation de travail sur site.

En fin de prestations, le Titulaire procède au nettoyage de l'emplacement de son chantier afin de le laisser dans un parfait état de propreté.



ARTICLE 13 - ESSAIS SUR SITE

Les essais de pompage sont effectués conformément aux prescriptions définies notamment par les Spécifications Techniques citées à l'article 2 du présent marché.

Ces essais sont réalisés par le Titulaire conformément au paragraphe 2.2.2 du cahier des charges.

ARTICLE 14 - LIVRAISON

Les matériels et bennes de déchets doivent être livrées sur le lieu des travaux, après accord préalable du CEA.

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, l'emballage, l'assurance et le déchargement jusqu'au lieu de livraison, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété qui aura lieu à la réception du présent marché.

ARTICLE 15 - RECEPTION

15.1 Réception

La réception sera prononcée à la fin des travaux, dans les conditions prévues aux articles 30 et 34 des CGA.

Les travaux font l'objet d'une réception constatée après :

- constatation de l'achèvement des travaux,
- constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché,
- réalisation satisfaisante des essais prévus au marché,
- constatation du repliement du chantier et la remise en état des lieux,
- acceptation par le CEA des documents dus au titre de l'exécution du marché (Rapport de Fin d'Intervention).

Cette réception qui ne pourra être prononcée qu'en l'absence de réserve majeure selon les modalités visées à l'article 34.2 des CGA, donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

15.2 Modalités de réception

La réception s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il



est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

ARTICLE 16 - GARANTIE

16.1 Garantie de parfait achèvement (cf. article 34.3 des CGA)

La garantie de parfait achèvement court pendant un délai d'un an à compter de la réception.

Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le CEA, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception dans le délai d'un an courant à compter de la date de réception.

En cas de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, le Titulaire dispose d'un délai de 1 (1) mois à compter de la réception pour procéder aux travaux permettant leur levée.

Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation pour les désordres apparus après la réception sont fixés par le CEA.

En cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Le coût des travaux de levée des réserves peut être prélevé de plein droit par le CEA sur les sommes qu'il reste devoir au Titulaire au titre du Marché.

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord, ou, à défaut, judiciairement.

16.2 Garanties biennale et décennale

Les travaux font l'objet d'une garantie décennale (gros ouvrages) et/ou biennale (menus ouvrages) au titre de l'article 1792 du code civil, à l'issue de la réception.

ARTICLE 17 - MONTANT

NB: Tous les montants, % et prix unitaires seront complétés dans le marché final sur la base de l'offre financière du Titulaire retenu remise dans l'annexe financière/DPGF jointe au DCE. Tous les montants totaux et ceux ayant servi à leur calcul seront arrondis à l'Euro inférieur dans le marché final

17.1 Montant total du marché

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de [REDACTED] € HT ([REDACTED] EUROS HORS TAXES).

Ce montant ne constitue pas un engagement de dépense pour le CEA.



La décomposition de ce montant est la suivante.

17.2 Montant de la partie forfaitaire

Le montant des prestations de la tranche ferme est fixé à la somme forfaitaire [REDACTED] € HT ([REDACTED] EUROS HORS TAXES).

17.3 Prestations sur devis préalables

Le montant total des prestations sur devis préalables est plafonné à la somme de € HT (..... HORS TAXES).

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération sans autorisation préalable et écrite (FDMDP) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Les devis sont établis sur la base des tarifs suivants :

MAIN D'ŒUVRE	Désignation qualification	Taux horaire € HT
Taux N° 1		
Taux N°2		
Taux N°3		
Taux N° 4		
Coefficient de peines et soins applicable au prix d'achat HT des fournitures et équipements		
Coefficient de peines et soins applicable au prix d'achat HT des sous-traitances		

17.4 Caractère des prix

Le montant des prestations est réputé être établi sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre finale).

Les montants et prix visés aux articles ci-dessus ont un caractère non révisable.

ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

18.1 Echancier de facturation des prestations forfaitaires

Le montant des prestations forfaitaires sera facturé conformément à l'échéancier suivant :

- 20% du montant HT des prestations forfaitaires et les taxes correspondantes à l'acceptation par le CEA des documents préalables aux travaux,
- 30 % du montant HT des prestations forfaitaires et les taxes correspondantes à la remise du RFI,



- 50 % du montant HT des prestations forfaitaires et les taxes correspondantes à la signature, par les Parties, du procès-verbal de réception.

18.2 Prestations sur devis préalable

Chaque FDMDP sera facturée, toutes taxes incluses, après complète réalisation et acceptation par le CEA. Elles feront l'objet d'une facturation distincte. Le Titulaire s'attachera autant que faire se peut à regrouper plusieurs FDMDP sur une seule facture.

Les éventuelles FDMDP en moins-values viendront s'imputer en déduction.

18.3 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison,...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire ou le co-traitant au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C ,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

18.4 Régime Fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

18.5 Conditions de paiement

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.



Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

ARTICLE 20 - PENALITES

20.1 Modalités d'application et plafond

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché.

20.2 Pénalités pour retard d'exécution

Si le Titulaire ne respecte pas les délais prévus aux articles « Délais d'exécution » et « Remise des livrables », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 1,5/1000 (UN ET DEMI POUR MILLE) du montant total hors taxes du marché par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

20.3 Pénalités pour écart à la sécurité

Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions de l'article 18.2 et du chapitre 6 des CGA, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 500 € HT (CINQ CENTS EUROS HORS TAXES) par constat ou manquement.

20.4 Pénalités pour absence ou retard aux réunions de chantier

L'absence non justifiée du Titulaire aux réunions de chantier sera redevable des pénalités fixées à l'article 22.3 des CGA cité à l'article 2 du présent marché.

20.5 Pénalités pour non-respect des obligations de nettoyage du chantier

Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions des Spécifications Techniques en termes de nettoyage du chantier, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 1 000 € HT (MILLE EUROS HORS TAXES) par manquement constaté.

**20.6 Pénalités pour non-respect du délai de levée des réserves**

En cas de retard du Titulaire sur le délai de levée des réserves fixé à l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera passible d'une pénalité de 500 € HT (CINQ CENTS EUROS HORS TAXES) par jour ouvré de retard.

20.7 Pénalités pour non-respect des exigences environnementales et sociales

En cas de non-respect des dispositions prévues dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06, visée à l'article 2 du marché, le Titulaire sera redevable des pénalités mentionnées dans cette consigne.

Si le Titulaire ne respecte les engagements de son analyse environnementale ou les exigences de la clause sociale, celui-ci sera passible d'une pénalité de 200 € HT (DEUX CENTS EUROS HORS TAXES) par manquement constaté.

Fait à Saclay,

en deux exemplaires originaux,

Pour le CEA, le

Signature :

Pour le Titulaire, le

Signature :



ANNEXE 1- PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre Paris-Saclay.

1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale et la protection contre les rayonnements.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants), dans les installations nucléaires de base et installations susceptibles de donner lieu à des servitudes d'utilité publique (art L4521-1, art R4523-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,
- aux obligations et consignes particulières pour les travaux effectués en présence de rayonnements, et mentionnés ci-après :
 - Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter les textes réglementaires relatifs à la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants (Code du travail, art R4451-1 à R 4451-144) et les arrêtés et décisions (de l'ASN) d'application.

- Il doit en particulier, assurer la surveillance dosimétrique et médicale de ses employés, organiser leur formation et veiller à la tenue et à la mise à jour des documents prévus par les décrets précités. Pour les travaux effectués en présence de rayonnements ionisants, la dosimétrie réglementaire du personnel intervenant du Titulaire est à la charge de ce dernier.
- Le Titulaire s'engage à ce que le personnel effectuant les travaux soit classé dans la catégorie requise pour leur exécution en application des dispositions du code du travail dont celles relatives à des catégories particulières de travailleurs (art. D4154-1 et suivants pour les CDD et intérimaires, D4152-4 et suivants pour les femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitant, et pour les jeunes travailleurs),
- Le Titulaire applique les dispositions de sécurité et de radioprotection prévues par les règles générales de radioprotection du CEA, les circulaires et les consignes en vigueur sur le Centre en particulier :
 - 1) la circulaire CEA Paris-Saclay 2007/420 relative aux Règles d'accès des personnels en zone réglementée dans les installations du CEA Paris-Saclay. En particulier, excepté pour les apprentis dont les conditions d'exposition sont spécifiquement définies par le code du travail, il est précisé qu'aucun personnel âgé de moins de 18 ans ne peut effectuer des travaux sous rayonnements ionisants sur le site du CEA Paris-Saclay,
 - 2) la circulaire DPSN n°03 relative aux Conditions d'accès des travailleurs non classés A ou B en zone réglementée,
 - 3) la circulaire DPSN n°13 relative aux Modalités de gestion des équipements de protection des voies respiratoires sur les centres CEA. En particulier, les modalités de fourniture et de distribution d'air respirable par le CEA dans des cas exceptionnels, justifiés strictement par la spécificité du risque ou une situation particulière y sont précisées,
 - 4) la procédure relative aux contrôles radiologiques des matériels référencée CEA/P - SAC/DIR/PR/04.
 - 5) Lorsque les travaux sont effectués dans une zone à risque de contamination explicitement répertoriée au début des travaux, les modalités de contrôles, de tri, de conditionnement et d'enlèvement des matériels, des matériaux et des déchets produits, prévues par le CEA, doivent être appliquées.
 - 6) En particulier, les sorties de matériels, de matériaux et de déchets produits sur le site du CEA Paris-Saclay, doivent recevoir l'autorisation préalable et exclusive du CEA, y compris les sorties des matériels appartenant au Titulaire.

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès au Centre

3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.



Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'accueil des entreprises à la Porte Nord (U.A. : Unité d'Accueil) muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.
- le carnet d'accès PROMINF (PROMotion de l'Industrie Nucléaire Française) pour le personnel dont le classement en catégorie A ou B est requis pour travailler en présence de rayonnements ionisants.

Ce Carnet d'accès doit être accompagné de la « Carte Professionnelle Suivi Médical » (Catégorie A ou B), en cours de validité. Cette carte est également appelée DATR (Directement affecté aux travaux sous rayonnements ionisants).

Ce personnel devra se présenter muni d'un dosimètre réglementaire, obtenu auprès d'un laboratoire de dosimétrie agréé.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.



Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4. Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

5. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

6. Suivi médical

6.1 Dispositions générales

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SPST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SPST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SPST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SPST,
- à fournir au SPST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SPST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le Service de Prévention et de Santé au Travail du CEA (SPST). Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.

6.2 *Surveillance médicale effectuée par le Centre CEA Paris-Saclay et les tarifs associés*

La surveillance médicale du personnel d'entreprise appelé à travailler sur le Centre Paris-Saclay est exercée sous la responsabilité de l'entreprise. Ce personnel doit pouvoir présenter à la demande du CEA la fiche médicale d'aptitude (article D4624-47 du Code du Travail) délivrée par le médecin du travail de l'entreprise et attestant qu'il a suivi une visite médicale légale.

Les personnels d'entreprise appelés à travailler sous rayonnements ionisants (intervenant en zone contrôlée et donc classés A ou B), et ceux qui sont soumis à un risque particulier par le CEA (biologique, laser, etc..), font l'objet d'un suivi complémentaire particulier par le Service de Prévention et de Santé au Travail (SPST) du site concerné (Saclay ou Fontenay-aux-Roses) en application :

- des articles R.4513-9 à R 4513-13 du code du travail, relatifs aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure,
- des articles R 4451-1 à R 4456-28 du code du travail, relatifs à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants,
- des articles 45-1 à 45-3 du décret n° 75-306 du 28 avril 1975 modifié, relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants en INB.

Les frais médicaux correspondants seront facturés par le CEA en considérant les cas énumérés ci-après.

6.2.1 *Personnels d'entreprise intervenant en zone contrôlée*

Le régime applicable diffère selon l'habilitation du service médical de l'entreprise extérieure à assurer le suivi médical des salariés intervenant en INB, et la formation correspondante du médecin du travail qui suit le personnel concerné.

a) Le service médical de l'entreprise extérieure est habilité et le médecin du travail dûment formé :

Le SPST du Centre Paris-Saclay n'assure que l'évaluation de l'exposition interne liée à l'objet du marché (examens radiotoxiques de début et fin de chantier, dosages systématiques des prélèvements nasaux, anthroporadiations, ...)

Le tarif applicable est celui en vigueur l'année de la réalisation des examens. Il s'entend pour une intervention sans interruption au profit d'une intervention en zone contrôlée dans un autre site.

Le tarif applicable au 1^{er} janvier 2025 est de 664,47 € HT.

b) Le service médical de l'entreprise n'est pas habilité ou le médecin du travail n'est pas formé :

Le SPST du Centre Paris-Saclay assure l'ensemble de la surveillance médicale spécifique au risque nucléaire (examens radiotoxiques de début et fin de chantier, dosages systématiques des prélèvements nasaux, anthroporadiations, examens complémentaires, analyses biologiques et visite médicale spécialisée).

Le tarif applicable est celui en vigueur l'année de la réalisation des examens.

Les conditions tarifaires applicables au 1^{er} janvier 2025 sont les suivantes :

- Personnel de catégorie A et présent sur le Centre pour une durée supérieure à six mois : 929,81 € H.T. par salarié et par an,
- Personnel de catégorie A et présent sur le Centre pour une durée inférieure à six mois : 592,58 € H.T. par salarié et par an,
- Personnel de catégorie B : 628,20 € H.T. par salarié et par an.

Ces tarifs s'entendent pour une présence sur le site concerné (Saclay ou Fontenay-aux-Roses), sans interruption au profit d'une intervention en zone contrôlée dans un autre site. Toute interruption de cette nature donne lieu à une facturation supplémentaire fixée au tarif en vigueur l'année de la réalisation des examens. Le tarif applicable au 1^{er} janvier 2025 est de 664,47 € H.T. par interruption.

6.2.2 *Personnels soumis par le CEA à un risque particulier (hors rayonnements ionisants)*

Le SPST du Centre Paris-Saclay assure la surveillance médicale spécifique au(x) risque(s) surajouté(s).

Le tarif applicable est celui en vigueur l'année de la réalisation des examens. Le tarif applicable au 1^{er} janvier 2025 est de 187,23 € HT par salarié concerné et par an.

6.2.3 *Personnels d'entreprise n'intervenant pas en zone contrôlée et non soumis par le CEA à un risque particulier*

La surveillance médicale de ces salariés est exclusivement assurée par le service médical de l'entreprise extérieure (sauf soins d'urgence, assurés par le SPST du Centre Paris-Saclay).

Les salariés concernés ne seront pas suivis par le SPST du Centre Paris-Saclay et aucune facturation ne sera émise par le CEA.

6.2.4 Evolution tarifaire

Les tarifs applicables seront ensuite révisables au 1^{er} janvier de chaque année selon la formule de révision suivante :

$$P = P_0 \left(0,20 + 0,50 \times \frac{S}{S_0} + 0,30 \times \frac{EBIQ}{EBIQ_0} \right)$$

dans laquelle :

P = prix révisé,

P0 = prix initial (pour la première révision) ou prix résultant de la dernière révision,

S0 = valeur de l'indice trimestriel de salaires mensuels de base de l'ensemble des salariés – Activités économiques - Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale de septembre de l'année N-2 (indice disponible sur le site www.insee.fr/fr/information/3128533 - identifiant : 10562683)

EBIQ0 = Valeur de l'indice Energie, biens intermédiaires et biens d'investissements du mois de septembre de l'année N-2 (indice disponible sur le site www.insee.fr/fr/information/3128533 - identifiant : 10534841).

S, EBIQ = valeur de ces mêmes indices du mois de septembre de l'année N-1.

Les examens d'analyses de biologie médicale seront exonérés de TVA conformément à l'article 261-4-1° du code général des impôts.

Le régime fiscal applicable aux visites médicales sera celui de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

En conséquence, le montant porté sur la facture sera ventilé entre la partie afférente aux analyses médicales exonérées de TVA et celle afférente aux visites médicales soumises à la TVA.

7. Protection des travailleurs contre le rayonnement et dosimétrie opérationnelle

7.1 Modalités d'attribution des dosimètres

Conformément aux dispositions de l'article 16.4 des CGA, si le Titulaire utilise ses propres dosimètres compatibles avec le système du CEA et adaptés à la nature des risques encourus, il assure et prend en charge la maintenance et les vérifications périodiques réglementaires.

En revanche, si le Titulaire n'utilise pas des dosimètres compatibles avec ce système, et adaptés à la nature des risques encourus, le CEA met à sa disposition des dosimètres pour procéder au suivi de la dosimétrie opérationnelle de ses personnels et assure lui-même la maintenance et les vérifications périodiques réglementaires. Les frais afférents et les modalités de facturation sont prévus aux articles 7.3. et 7.4 ci-après.

7.2 Transmission des résultats de la dosimétrie

Dans les deux cas, le CEA transmet au Système d'Information de la Surveillance de l'Exposition aux Rayonnements Ionisants (IRSN/SISERI), les résultats nominatifs des personnels intervenants toutes les semaines.

Conformément à la réglementation, la personne compétente en radioprotection (au sens de l'article R4451-103 du code du travail) de l'entreprise peut accéder à la consultation nominative des résultats de la dosimétrie opérationnelle pour les salariés de l'entreprise intervenus sur le site de Saclay au cours des 12 derniers mois. Au cas où le CEA serait amené à fournir les dosimètres opérationnels du personnel intervenant du Titulaire, le CEA transmet les résultats au Titulaire si celui-ci en fait la demande.



Le Titulaire s'engage à remettre le récépissé du SISERI et l'aptitude médicale nominative à ses salariés (ou à son sous-traitant pour qu'il en fasse de même). Chaque intervenant devra présenter ce récépissé ainsi que son aptitude médicale au SPST du CEA lors de sa prise de fonction.

7.3 *Frais de maintenance des dosimètres*

Le CEA assure la maintenance des dosimètres qu'il met à disposition du Titulaire. Les frais afférents s'élèvent à 48 € HT par an et par dosimètre ou 12 € HT par trimestre. Le montant afférant au présent marché sera déterminé en fin de chantier en fonction de la durée effective du chantier et déduit de la dernière facture.

7.4 *Restitution des dosimètres mis à disposition*

A la fin de la prestation, le Titulaire doit restituer tous les dosimètres. Si tous les dosimètres ne sont pas restitués ou s'ils sont restitués dans un état ne permettant pas leur fonctionnement, le CEA opérera une retenue sur le solde du marché à raison de 502,15 € HT par dosimètre non restitué ou hors d'état de fonctionnement.



ANNEXE 2 – MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE)

N° de Fiche : Indice :

Fiche créée le :

N° marché : Fournisseur :

Objet du marché :

Imputation de la FDMDP : ☐ Montant plafond des prestations sur devis préalable du marché mentionné au marché

☐ Avenant à réaliser

☐ A définir ultérieurement

Référence du devis :

Nature de la modification : ☐ ETUDES ☐ TRAVAUX

Origine de la modification : FAITS IMPREVISIBLES : ☐

MODIFICATION DU BESOIN (demande CEA) : ☐

AUTRES MOTIFS : ☐

DETAIL DE LA MODIFICATION DEMANDEE :

.....

COUT DE LA MODIFICATION¹ :

DELAIS DE REALISATION :

.....

.....

.....

INCIDENCE SUR LE PLANNING GLOBAL :

TOTAL FORFAITAIRE :

.....

APPROBATION DE LA FDMDP (cette fiche n'est validée que si elle est signée des parties)

	CEA	MAITRE D'OEUVRE	TITULAIRE
NOM			
DATE			
SIGNATURE			

¹ Joindre la décomposition détaillée des coûts selon les prérequis du marché pour les prestations sur devis préalable et tous les justificatifs.